

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

12 DECEMBRE 1990. — Circulaire. — Mesures destinées à réduire la consommation d'énergie des installations de chauffage et d'éclairage

Les récents événements du Golfe arabo-persique rendent nécessaire le rappel d'un certain nombre de recommandations qui peuvent contribuer à réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments, sous toutes ses formes.

Ces recommandations ont déjà été formulées à l'époque des deux premiers « chocs » pétroliers (1973-1974 et 1979-1980) mais elles ont trop souvent été oubliées ultérieurement. Il est pourtant de notre intérêt à tous de suivre ces recommandations de façon permanente, car les installations de chauffage ont une responsabilité non négligeable dans la pollution de l'air, quel que soit par ailleurs le prix des combustibles.

Il est donc essentiel que l'attention de l'ensemble des membres du personnel des services publics soit attirée sur le présent texte, et que chaque autorité administrative prenne à son niveau les mesures nécessaires pour assurer le respect des recommandations.

1. Quelques règles simples de comportement.

1.1. En période hivernale ou par temps froid, la fermeture des portes et des fenêtres doit faire l'objet d'un contrôle permanent, surtout en dehors des périodes d'occupation des locaux. Durant celles-ci, les fenêtres ne seront ouvertes que si cette ouverture se justifie impérativement.

1.2. Les portes et les corridors donnant accès à des locaux qui ne sont chauffés que très sporadiquement ou pas du tout (garages, caves, cages d'escaliers, etc...), doivent rester fermés autant que possible.

1.3. Si de l'eau chaude est consommée dans le bâtiment, cette consommation doit être limitée au maximum. En outre, la température de cette eau chaude ne doit pas dépasser 60°C.

1.4. L'emploi de radiateurs d'appoint ou de tout objet susceptible d'influencer le rendement thermique des appareils terminaux, est à exclure, sauf dans les cas particuliers où une température minimale, conformément au Règlement Général pour la Protection du Travail, ne peut être atteinte en raison d'une avarie temporaire de l'installation ou d'un manque ponctuel d'isolation thermique. En tout cas, l'autorisation préalable du responsable « énergie » sera nécessaire.

2. Quand faut-il faire appel au responsable « énergie » ou au gestionnaire du bâtiment ?

Parallèlement à la présente circulaire, une autre circulaire a été élaborée et est destinée à ceux qui sont en charge de la gestion technique des installations de chauffage et à ceux qui, au sein de chaque complexe de bâtiments, ont été chargés de mettre en application et de promouvoir des mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie (les responsables « énergie » et les cellules « énergie », dont la désignation est d'ailleurs obligatoire). Il est recommandé, tout en restant vigilant à leur sujet, de demander l'avis du responsable « énergie » avant toute initiative à propos de ce type de mesure.

2.1. La température maximale dans les bureaux des bâtiments publics et les classes, durant les heures d'occupation et durant la saison de chauffe, est fixée à 20°C (température résultante sèche).

Attention toutefois, si des dépassements de cette température maximale sont constatés. Avant d'en conclure que cette règle n'est pas respectée, un certain nombre de points doivent être vérifiés :

— Le thermomètre utilisé est-il correct ? Les thermomètres couramment utilisés dans les locaux ne sont pas toujours d'une exactitude suffisante, et la circulaire technique préconise l'utilisation d'un thermomètre spécifique. On consultera sur ce point le responsable « énergie ».

— A-t-on correctement calculé la température ? La température doit en effet être calculée d'une façon déterminée, en tenant compte de la température sèche de l'air et aussi de celle des parois environnantes (par exemple les fenêtres); ici également la compétence du responsable « énergie » sera utilement mise à profit.

— La température excessive n'est-elle pas le résultat d'une fluctuation temporaire ? Il est en effet normal que la température fluctue dans une certaine mesure; s'il apparaît au responsable que ces fluctuations sont excessives, il faudra demander au gestionnaire de revoir ou de faire revoir la régulation des équipements.

— Le chauffage est-il en marche ? En d'autres termes, la chaleur ressentie dans le local n'est-elle pas due à l'ensoleillement naturel ? Dans un tel cas, la solution réside dans l'utilisation judicieuse de dispositifs antisolaires, l'extinction des appareils d'éclairage en fonction de l'apport de lumière de l'extérieur et la limitation au strict nécessaire du temps de fonctionnement des machines de tout genre. Il est d'ailleurs prudent de pratiquer les mesures de contrôle par temps nuageux pour les locaux dont les parois vitrées sont dirigées vers l'Est, le Sud ou l'Ouest.

2.2. Dans certains locaux, la température doit même être inférieure à 20°C. C'est le cas des locaux suivants :

a) salles de sports, ateliers, locaux sanitaires : 15°C;

b) couloirs, dégagements, halls et locaux inoccupés : 12°C.

Bien entendu, les mêmes observations qu'au point 2.1. valent ici.

2.3. Pendant les heures d'inoccupation, la température de consigne devra être la plus basse possible, et la remontée en température précédant la plage horaire d'occupation devra intervenir le plus tard possible, tout en restant compatible avec l'obtention d'une température suffisante durant les premières heures d'occupation.

2.4. Les installations de chauffage doivent être périodiquement entretenues et contrôlées, conformément à la réglementation et à la circulaire technique. C'est bien sûr le rôle des techniciens désignés à cet effet, mais chacun peut être vigilant.

3. Réduction de la consommation d'électricité dans les bureaux.

3.1. L'usage d'appareils ménagers portatifs est en principe interdit dans les bureaux.

3.2. Les appareils d'éclairage doivent être entretenus et nettoyés soigneusement, de façon à limiter les pertes de rendement.

3.3. Dans les locaux inoccupés, les appareils d'éclairage doivent être éteints. On veillera à éteindre les lampes, ainsi d'ailleurs que tous les appareils dont le fonctionnement continu n'est pas indispensable (photocopieuses, ordinateurs personnels, etc.), avant de quitter les locaux.

L'application des mesures évoquées ci-dessus permettra sans aucun doute d'apporter une contribution à l'effort d'économie d'énergie. Dans chaque cas particulier, il est toutefois possible d'imaginer l'ensemble de mesures assurant le plus grand effort, sans pour autant nuire au confort des occupants du bâtiment.

Le rôle des responsables « énergie » sera de rechercher et de promouvoir cet effort maximal. Il importe cependant que chacun contribue à leurs actions, non seulement en respectant scrupuleusement les règles contenues dans la présente circulaire, mais encore en apportant aux responsables « énergie » toutes les suggestions qui pourraient leur être utiles dans leur travail et en facilitant leur tâche de toutes les façons possibles.

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies
et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. Liénard.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

12. DECEMBER 1990. — Rundschreiben. — Maßnahmen zur Einschränkung des Energieverbrauchs der Heizungs- und Beleuchtungsanlagen

Wegen der kürzlichen Ereignisse im Persischen Golf müssen noch einmal gewissen Ratschläge erteilt werden, die zur Reduzierung jeglichen Energieverbrauchs in den Gebäuden beitragen können.

Diese Ratschläge sind zwar bereits anlässlich der beiden ersten Ölkrisen (1973-1974 und 1979-1980) formuliert worden, doch später sind sie zu oft außer acht gelassen worden. Sie sollten aber im Interesse aller ständig befolgt werden, weil die Heizungsanlagen ungeachtet des Preises der Brennstoffe die Luft erheblich verschmutzen.

Daher ist es wichtig, daß alle Mitglieder des Personals der öffentlichen Dienste auf vorliegenden Text aufmerksam gemacht werden und daß jede Verwaltungsbehörde auf eigener Ebene die erforderlichen Maßnahmen ergreift, damit die Ratschläge befolgt werden.

1. Einige einfache Verhaltensregeln.

1.1. Im Winter oder bei kaltem Wetter muß ständig nachgeprüft werden, ob Fenster und Türen geschlossen sind, und zwar vor allem in den Zeiten, wo die Räume nicht benutzt werden. Während der Benutzung der Räume sollten die Fenster nur bei absoluter Notwendigkeit geöffnet werden.

1.2. Die Türen und die Flure, die zu Räumen führen, die nur selten oder gar nicht geheizt werden (Garagen, Keller, Treppenhäuser usw...), müssen möglichst geschlossen bleiben.

1.3. Wenn im Gebäude Warmwasser gebraucht wird, muß dieser Verbrauch auf ein Mindestmaß beschränkt werden. Ferner darf die Temperatur dieses warmen Wassers 60°C nicht überschreiten.

1.4. Zusätzliche Heizkörper oder sämtliche Geräte, die die Wärmeleistung der Endgeräte beeinflussen könnten, dürfen nur unter besonderen Umständen benutzt werden, wenn gemäß der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung eine Mindesttemperatur wegen eines vorübergehenden Defekts der Anlage oder eines punktuellen Mangels an Wärmeisolierung nicht erreicht werden kann. Auf jeden Fall muß dazu vorher die Erlaubnis der für Energiefragen zuständigen Person eingeholt werden.

2. Wann sollte man sich an die für Energiefragen zuständige Person oder an den Verwalter des Gebäudes wenden ?

Neben vorliegendem Rundschreiben ist gleichzeitig ein anderes ausgearbeitet worden, das bestimmt ist für diejenigen, die für die technische Verwaltung der Heizungsanlagen zuständig sind, und diejenigen, die innerhalb jedes Gebäudekomplexes mit der Durchführung und der Förderung der Maßnahmen zum rationalen Energieverbrauch betraut sind (die für Energiefragen zuständigen Personen und die Zellen « Energie », deren Benennung übrigens Pflicht ist). Bevor irgendeine Initiative in bezug auf eine solche Maßnahme ergreifen wird, sollte das Gutachten der für Energiefragen zuständigen Person eingeholt werden, wobei immer noch Wachsamkeit geboten ist.

2.1. Während der Benutzung der Gebäude ist die Höchsttemperatur in der Heizperiode in den Büros und in den Schulklassen auf 20° C (resultierende Trockentemperatur) festgelegt.

Wenn festgestellt wird, daß diese Temperaturen überstiegen werden, sollten jedoch unbedingt gewissen Punkte nachgeprüft werden, bevor man zu der Schlußfolgerung kommt, daß diese Regel nicht beachtet wird :

— Funktionieren die Thermometer richtig ? Die Thermometer, die meistens in den Räumen benutzt werden, sind nicht immer sehr genau, und laut technischem Rundschreiben sollte man eher ein spezifisches Thermometer benutzen. Diesbezüglich sollte man sich an die für Energiefragen zuständige Person wenden.

— Ist die Temperatur richtig errechnet worden ? Die Temperatur muß nämlich auf ganz bestimmte Weise errechnet werden, und zwar unter Berücksichtigung der trockenen Lufttemperatur sowie der umgebenden Wände (z.B. der Fenster); hier sollte man ebenfalls von der Kompetenz der für Energiefragen zuständigen Person Gebrauch machen.

— Ist die zu hohe Temperatur nicht auf eine zeitlich bedingte Schwankung zurückzuführen ? In einem gewissen Maße ist es nämlich normal, daß die Temperatur schwankt; wenn die für Energiefragen zuständige Person feststellt, daß diese Schwankungen ungewöhnlich sind, dann sollte der Verwalter gebeten werden, die Regulierung der Einrichtung zu überprüfen bzw. überprüfen zu lassen.

— Läuft die Heizung ? Mit anderen Worten Ist die im Raum empfundene Wärme nicht eher auf die Sonne zurückzuführen ? Um ein solches Problem zu lösen, sollte man Sonnenschutzvorrichtungen benutzen, die Beleuchtungsgeräte ausschalten, sobald genügend Licht von außen kommt, und sämtliche Maschinen nur so lange wie nötig laufen lassen. In den Räumen, deren Glaswände nach Osten, Süden oder Westen gerichtet sind, sollte die Kontrolle übrigens vorsichtshalber bei wolkigem Wetter vorgenommen werden.

2.2. In manchen Räumen muß die Temperatur sogar unter 20°C liegen. Dies gilt für folgende Räume :

a) Sportsäle, Werkstätten, sanitäre Räume : 15°C.

b) Flure, Gänge, unbenutzte Hallen und Räume : 12°C.

Hier gelten natürlich die gleichen Bemerkungen wie in Punkt 2.1.

2.3. In den Zeiten, wo die Räume nicht benutzt werden, sollte die Temperatur so niedrig wie möglich gehalten werden, und der Temperaturanstieg vor der Benutzung der Räume sollte so spät wie möglich erfolgen, wobei die Temperatur in den ersten Stunden ausreichen muß.

2.4. Gemäß den Rechtsvorschriften und dem technischen Rundschreiben müssen die Heizungsanlagen regelmäßig gewartet und geprüft werden. Dies obliegt natürlich den zu diesem Zweck bestimmten Fachkräften, aber jeder kann dennoch darauf achten.

3. Reduzierung des Stromverbrauchs in den Büros.

3.1. Im Prinzip ist es verboten, tragbare Haushaltsgeräte in den Büros zu benutzen.

3.2. Die Beleuchtungsgeräte müssen sorgfältig unterhalten und geputzt werden, um die Leistungsverluste zu beschränken.

3.3. Die Beleuchtungsgeräte müssen in unbenutzten Räumen ausgeschaltet sein. Lampen und alle Geräte, die nicht ständig unbedingt in Gang bleiben müssen (Fotokopiergeräte, PC usw...), müssen vor Verlassen der Räume ausgeschaltet werden.

Durch die Anwendung der obenerwähnten Maßnahmen werden wir sicherlich einen Beitrag zur Energieeinsparung leisten. Es ist aber auch möglich, die gesamten Maßnahmen von Fall zu Fall so zu planen, daß dadurch eine größtmögliche Energieeinsparung angestrebt wird, ohne jedoch den Komfort der Benutzer der Gebäude zu beeinträchtigen.

Die Rolle der für Energiefragen zuständigen Personen besteht darin, dieses Ziel anzuvisieren und es zu fördern.

Es ist jedoch wichtig, daß jeder zu ihren Maßnahmen beiträgt, und zwar nicht nur indem er die Regeln dieses Rundschreibens streng beachtet, sondern auch indem er diesen Personen Vorschläge zu ihrer Arbeit unterbreitet und ihre Aufgabe auf jegliche mögliche Weise erleichtert.

Minister der Raurnordnung, der Forschung, der Technologien
und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonischen Region,

A. Liénard.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

12 DECEMBER 1990. — Omzendbrief. — Maatregelen tot vermindering van het energieverbruik van de verwarmings- en verlichtingsinstallaties

De recente gebeurtenissen in de Perzische Golf eisen dat wordt herinnerd aan een bepaald aantal aanbevelingen die kunnen bijdragen tot de vermindering allerhande van het energieverbruik in de gebouwen.

Deze aanbevelingen werden reeds geformuleerd ten tijde van de eerste twee oliecrisisen (1973-1974 en 1979-1980) doch werden naderhand al te vaak verwaarloosd. Wij hebben er nochtans alle belang bij om deze aanbevelingen permanent na te leven daar de verwarmingsinstallaties inzake luchtverontreiniging een niet te verwaarlozen rol spelen, ongeacht de brandstofprijzen.

Het is bijgevolg essentieel dat de aandacht van alle personeelsleden van de openbare diensten op de onderhavige tekst gevestigd wordt en dat iedere administratieve overheid op haar niveau de nodige maatregelen treft om de aanbevelingen te doen naleven.

1. Enkele eenvoudige gedragsregels.

1.1. Tijdens de winterperiode of bij koud weer dient permanent te worden nagegaan of de deuren en de ramen gesloten zijn, vooral wanneer de lokalen niet benuttd worden. Tijdens de bezettingsuren worden de ramen slechts geopend indien het absoluut noodzakelijk is.

1.2. De deuren en de gangen die toegang verlenen tot lokalen die slechts sporadisch of helemaal niet verwarmd zijn (garages, kelders, trappehuizen, enz...), dienen zo veel mogelijk gesloten te blijven.

1.3. Indien er warm water in het gebouw verbruikt wordt, dient het verbruik maximaal beperkt te worden. Bovendien mag de temperatuur van dat warm water niet meer dan 60°C bedragen.

1.4. Het gebruik van extra-radiatoren of van ieder voorwerp dat het thermisch rendement van de terminale toestellen zou kunnen beïnvloeden, is verboden, behalve in bijzondere gevallen waar een minimale temperatuur, overeenkomstig het Algemeen Reglement voor Arbeidsbescherming, niet bereikt kan worden wegens een tijdelijke averij van de installatie of wegens een punctueel gebrek aan thermische isolatie. De toestemming van de « energie » verantwoordelijke zal hoe dan ook noodzakelijk zijn.

2. Wanneer dient men een beroep te doen op de « energie » verantwoordelijke of op de beheerder van het gebouw ?

Naast de onderhavige omzendbrief werd een andere omzendbrief uitgewerkt voor de personen belast met het technisch beheer van de verwarmingsinstallaties en voor degenen die, in ieder gebouwencomplex, belast werden met de toepassing en de bevordering van de maatregelen met betrekking tot een rationeel energiegebruik (de « energie » verantwoordelijken en de « energie » afdelingen, waarvan de aanduiding trouwens verplicht is).

Het is aangeraden om het advies van de « energie » verantwoordelijke te vragen alvorens een initiatief te nemen met betrekking tot dat soort maatregelen.

2.1. De maximale temperatuur in de lokalen van openbare gebouwen en in de klassen is op 20°C (resulterende droge temperatuur) vastgelegd tijdens de bezettingsuren en het stookseizoen.

2.1. De maximale temperatuur in de lokalen van openbare gebouwen en in de klassen is op 20°C (resulterende droge temperatuur) vastgelegd tijdens de bezettingsuren en het stookseizoen.

Opgepast echter, indien vastgesteld wordt dat die maximale temperatuur overschreden wordt, dient men een bepaald aantal punten na te gaan :

— Is de gebruikte thermometer nauwkeurig? De thermometers die gewoonlijk in de lokalen gebruikt worden, zijn niet altijd nauwkeurig genoeg, en de technische omzendbrief beveelt het gebruik van een specifieke thermometer aan. Wat dit punt betreft, dient men de « energie » verantwoordelijke te raadplegen.

— Werd de temperatuur nauwkeurig berekend? De temperatuur moet immers op een bepaalde manier berekend worden, rekening houdend met de droge luchttemperatuur alsook met die van de nabijgelegen wanden (de ramen bijv.); hier dient eveneens een beroep te worden gedaan op de deskundigheid van de « energie » verantwoordelijke.

— Is de bovenmatige temperatuur niet het gevolg van een tijdelijke schommeling? Het is immers normaal dat de temperatuur in zekere mate schommelt; indien de verantwoordelijke acht dat de temperaturen bovenmatig zijn, moet men de beheerder vragen de regeling van de uitrustingen na te gaan of te laten nagaan.

— Is de verwarming aan? Met andere woorden, is de in het lokaal ondervonden warmte niet te wijten aan de natuurlijke zonneshijn? In dergelijk geval bestaat de oplossing in het verstandig gebruik van zonwerende toestellen, in het doven van de verlichtingstoestellen naar gelang van de inbreng van licht van buiten, en in het beperken tot het strikt minimum van de werkingstijd van allerlei machines. Het is overigens raadzaam de toezichtsmaatregelen bij bewolkt weer toe te passen in de lokalen waarvan de glazen wanden naar het oosten, het zuiden en het westen gericht zijn.

2.2. In bepaalde lokalen moet de temperatuur zelfs lager dan 20°C zijn. Dit geldt voor volgende lokalen :

a) sportzalen, werkplaatsen, gezondheidslokalen : 15°C;

b) gangen, doorlopen, onbezette zalen en lokalen : 12°C.

Het spreekt vanzelf dat dezelfde opmerkingen als onder punt 2.1. hiereveneens geldig zijn.

2.3. Tijdens de uren waarop de lokalen niet bezet zijn, moet de aangewezen temperatuur zo laag mogelijk zijn en moet het weer opstijgen van de temperatuur die aan de bezettingstijd voorafgaat zo laat mogelijk plaatsvinden en tegelijkertijd verenigbaar blijven met het verkrijgen van een toereikende temperatuur tijdens de eerste bezettingsuren.

2.4. De verwarmingsinstallaties moeten overeenkomstig de reglementeringen de technische omzendbrief periodiek onderhouden en gecontroleerd worden. Dit is vanzelfsprekend de rol van de daartoe aangeduide technici, maar iedereen kan waakzaam zijn.

3. Vermindering van het elektriciteitsverbruik in de lokalen

3.1. Het is in principe verboden draagbare huishoudelijke apparaten in de lokalen te gebruiken.

3.2. De verlichtingstoestellen moeten zorgvuldig onderhouden en gereinigd worden teneinde de rendementsverliezen te beperken.

3.3. In de onbezette lokalen moeten de verlichtingstoestellen gedoofd zijn. Men zal ervoor zorgen dat de lichten alsook alle toestellen die niet permanent dienen te werken (fotokopieerapparaten, p.c.'s, enz...) uit te zetten alvorens de lokalen te verlaten.

De toepassing van voornoemde maatregelen zal ongetwijfeld helpen bijdragen tot het streven naar energiebesparing. In ieder specifiek geval is het nochtans mogelijk om het geheel van maatregelen uit te denken die de grootste inspanning waarborgen, zonder daarom echter het comfort van de bezetters van het gebouw te schaden.

De rol van de « energie » verantwoordelijken zal bestaan in het zoeken en in het bevorderen van die maximale inspanning. Het is echter belangrijk dat iedereen bijdraagt tot hun handelingen, niet alleen door de in de onderhavige omzendbrief bevatte regels scrupuleus na te leven maar ook door de « energie » verantwoordelijken alle voorstellen te doen die hun van enig nut in hun werk zouden kunnen zijn en door hun taak op alle mogelijke manieren te vergemakkelijken.

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek, Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. Liénard.

PUBLICATIONS LÉGALES ET AVIS DIVERS

Chambres législatives

SENAT DE BELGIQUE

Séances publiques

Ordre du jour

Mardi 4 juin 1991, à 14 heures :

1. Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935 dans le cadre de l'organisation transparente du marché des entreprises et des offres publiques d'acquisition.

Proposition de loi introduisant la possibilité d'émission d'actions sans droit de vote, modifiant les limites maximales imposées au vote en assemblée générale, réduisant les cas d'intervention d'un réviseur d'entreprises dans le cadre de certaines opérations et permettant les pactes sociaux, par la modification des lois sur les sociétés commerciales coordonnées du 30 novembre 1935.

2. Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les réfugiés, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Wetgevende Kamers

BELGISCHE SENAAT

Openbare vergaderingen

Dagorde

Dinsdag 4 juni 1991, te 14 uur :

1. Ontwerp van wet tot wijziging van de wetten betreffende de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 in het kader van een doorzichtige organisatie van de markt van de ondernemingen en van de openbare overnameaanbiedingen.

Voorstel van wet strekkende om, door wijziging van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, de uitgifte van aandelen zonder stemrecht mogelijk te maken, de maximumgrenzen voor de stemming in de algemene vergadering te wijzigen, de gevallen te beperken waarin het optreden van een bedrijfsrevisor noodzakelijk is en stemafspraken mogelijk te maken.

2. Voorstel van wet tot wijziging, wat de vluchtelingen betreft, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.